

Monsieur le Directeur académique,

Ce CTSD sur les postes offerts au mouvement se tient alors que la situation sanitaire continue de se dégrader, tout particulièrement en Île de France. Pourtant, la prise en compte de cette crise sanitaire dans l'Éducation Nationale reste marquée par ses nombreuses insuffisances et le ministre s'enferme dans son déni de réalité, comme en témoignent ses interventions médiatiques. Durant la semaine précédant les congés d'hiver, le nombre de classes et d'établissements fermant du fait de la présence du Covid et de ses variants, suivait une croissance inquiétante. La réponse du ministère à cette réalité, contre toute attente, a consisté à assouplir les règles de fermeture en cas de présence du variant dit anglais. Plutôt que de prendre réellement en compte la réalité épidémique et de mettre en place des mesures garantissant la sécurité des personnels et des usagers, le ministère fait le choix de casser le thermomètre pour ne pas rendre visible sa gestion irresponsable de la crise. La FSU demande par ailleurs une communication transparente et régulière des données réelles de la situation épidémique. Seule nouveauté en cette rentrée : l'annonce d'une campagne de tests salivaires, que la FSU réclamait depuis plusieurs mois. Mais une nouvelle fois, la mise en œuvre est bien loin des premières annonces du Ministre et reste bien en-deçà de la crise sanitaire que nous vivons. En effet, si des précisions ont été apportées sur le déploiement de tests salivaires dans le premier degré, rien ne change en revanche pour les collèges et les lycées, qui ne sont pas concernés par les tests salivaires.

Concernant la mise en œuvre de ces tests et plus généralement du protocole sanitaire, les infirmier.es scolaires ont un rôle essentiel et leur place est auprès des élèves et des personnels dans les établissements scolaires. Le SNICS-FSU a su mobiliser les 26 novembre et 26 janvier derniers pour combattre le projet de loi 4D. Les arguments du SNICS ont été entendus : le transfert des personnels de santé scolaire aux collectivités territoriales est abandonné. Les infirmier.es de l'Éducation Nationale sont irremplaçables d'autant plus que les médecins scolaires sont trop peu présents du fait d'un nombre de plus en plus réduit.

Il est urgent que le ministère cadre sérieusement cette nouvelle campagne et prépare activement le dépistage massif et généralisé auprès des élèves comme des personnels. Même cacophonie ministérielle concernant la vaccination des enseignants : l'annonce du Ministre indiquant une vaccination au mois de mars ne se concrétisera pas, et la situation des enseignants qui sont en première ligne et particulièrement exposés ne sera aucunement prise en compte. Pourquoi de telles annonces, si ce n'est pour que cela n'aboutisse à rien en fin de compte ! Pour la FSU, il est indispensable d'accélérer la vaccination des personnels volontaires et vulnérables. Il apparaît désormais clair que la vaccination est le recours le plus efficace face à cette pandémie. Nous n'insisterons pas ici sur les problèmes de logistiques et de stocks qui nourrissent bien des débats et des questionnements.

Si nous revenons à présent au point qui nous occupe aujourd'hui, nos constats sont sans appel. Loin de ne concerner que l'Éducation prioritaire qui a été particulièrement attaquée ces dernières années, la dégradation des conditions de travail des personnels et d'étude des élèves touche la totalité du département. Dans l'ensemble du département, les dotations se voient réduites, même quand la structure reste identique, et les HSA ne cessent d'augmenter de façon exponentielle. Comment justifier une telle politique dans un contexte de pression démographique si forte, et qui plus est en pleine crise sanitaire ? Aucune métaphore ne pourrait réussir à définir avec justesse ce que chacun vit sur le terrain : c'est bientôt au chausse-pied que nous ferons rentrer les élèves dans les classes, pour ne leur poser qu'un pansement sur leur jambe de bois, puisque l'Éducation Nationale a décidé de ressembler à un abattoir... En témoigne l'ouverture du Nouveau Lycée de Palaiseau à la rentrée 2021 : construit dans des délais records, il accueillera six classes de 2^{nde} au mois de septembre prochain et leur proposera des cours en anglais, en allemand et en

espagnol pour apparaître bien vite comme le beau lycée International qu'il promet d'être. De belles promesses qui fragilisent les structures déjà existantes et affichent sans vergogne une politique éducative élitiste et indigne ! On nous dit que si ce lycée ouvre, c'est pour soulager la pression démographique du bassin. Mensonge. Si tel était le cas, vous n'auriez nul besoin de fermer des divisions dans les autres lycées du secteur. Et ne parlons pas de sa sectorisation extrêmement contestable ! Seules les communes favorisées en font partie, et ce n'est pas le récent ajout des élèves du secteur Place de France qui changera la donne : ils ne servent que de caution et vous permettent de vous cacher des attaques de discrimination que tous auraient raison de vous faire. Si ce lycée ouvre, c'est bien pour être l'emblème de la politique de notre ministre Blanquer qui veut l'excellence, qui fait fi de tous les appels au secours de l'ensemble de ses personnels, épuisés par une crise sanitaire sans précédent qui a creusé en profondeur des inégalités scolaires et sociales immenses. Au lieu d'apporter des moyens pour aider les plus fragiles, on offre un magnifique lycée aux plus aisés. La FSU appelle la totalité des personnels à se mobiliser pour exiger les moyens nécessaires à faire fonctionner un service public d'éducation à la hauteur des ambitions que nous portons pour tous nos élèves.

Comme le laissait présager le CTSD DHG, la rentrée 2021 sera donc marquée par des suppressions de postes. Alors que le nombre d'élèves dans le second degré augmente, notamment en lycée, le solde entre créations et suppressions de postes est de - 7 postes au moment du GT du mardi 9 mars. L'explosion du nombre d'HSA aggrave les tendances antérieures, notamment dans des établissements déjà touchés par des suppressions les années précédentes. Le taux atteint 13.50% en lycée et passe de 7.96 % à 8.52 % en collège pour la rentrée 2021. Du jamais vu ! cela s'arrêtera-t-il un jour ? Ce sont 119 suppressions, 33 sur des postes occupés et 86 sur postes vacants. En collège, le solde est positif avec + 2 postes pour 802 élèves supplémentaires mais le solde en LGT et LP est de -12 postes alors que les lycées connaissent une forte pression démographique, et doivent accueillir + 1764 élèves. Les suppressions ajoutées à la forte hausse des HSA auront pour conséquence la multiplication des BMP incomplets ou des postes à compléments de services dans certaines disciplines, et souvent même sur une même discipline ! Ainsi, les collègues en poste se voient imposer des volumes importants d'HSA tandis que les TZR vont subir des affectations sur plusieurs établissements et voir leurs conditions se dégrader encore. Sur ce point, les collègues de lycée sont particulièrement touchés et du fait des pondérations qu'on continue politiquement de ne pas considérer comme de véritables allègements de service, on contraint chacun à assurer bien souvent plus que les deux HSA réglementaires : c'est ce choix très politique qui conduit à de nombreuses suppressions de postes, vacants et occupés, et qui n'encourage aucunement les enseignants à demander leur mutation en lycée. On en voit même avoir recours à des temps partiels pour être certains de ne pas travailler plus. Où va-t-on ? Si créations de postes il y a, elles s'expliquent en partie par l'ouverture du NLP et la montée pédagogique du lycée Alexandre Denis de Cerny qui devient à la rentrée prochaine un lycée polyvalent plein et entier.

Pour la seule discipline EPS avant ce CTSD, la balance des postes fait apparaître un solde de -3 postes pour la rentrée prochaine. Conséquence directe de l'augmentation importante du nombre d'HSA dans les établissements, ce solde négatif est tout simplement incompréhensible au regard des 2566 élèves supplémentaires que nous accueillerons dans notre département à la rentrée prochaine. Il est de surcroît à rebours des déclarations de notre ministre, également ministre de la jeunesse et des sports, qui le 5 octobre dernier déclarait : « Installer le sport dans le quotidien des Français est une nécessité que la crise sanitaire a rappelée avec force. Nous voulons renforcer la place du sport et du corps à l'école ». Il semblerait donc qu'en Essonne cet engagement ministériel n'ait pas été entendu. À moins qu'il n'y ait, entre les déclarations médiatiques du ministre de l'EN et les engagements de son ministère, un fossé de plus en plus grand...

La FSU s'inquiète enfin des postes de CPE qui, malgré l'augmentation des effectifs depuis de nombreuses années dans l'Essonne, n'augmentent pas en proportion. Si nous pouvons saluer la création de quelques postes, ces créations procèdent d'un redéploiement entre les départements de l'académie, et les postes sont encore bien peu nombreux au regard des besoins exprimés par les établissements, en particulier les lycées polyvalents qui connaissent une grande mixité et des problématiques très diverses qu'il faut pouvoir gérer grâce à de nouveaux moyens humains. La crise sanitaire a par ailleurs mis en lumière des vies scolaires sous tension et les conditions de travail déplorables de nos collègues AED particulièrement éprouvés cette

année. Nous restons extrêmement vigilants sur ces points et vous alertons sur la nécessité absolue d'augmenter les moyens en assistance éducative au CTSD du mois de juin.

Nous tenons enfin, monsieur le directeur académique, au nom des collègues que nous représentons, à remercier vos services pour leur efficacité, leur disponibilité et la qualité du travail. Nous savons combien leurs interventions entre le GT et le CTSD d'aujourd'hui ont été bénéfiques, ont permis de corriger quelques situations qui restaient pour nous problématiques, mais les marges de manœuvres sont de plus en plus réduites et ne nous consolent pas de cette politique pérenne d'austérité et de casse du service public que nous continuerons de combattre sans relâche.